

Joëlle Milquet, la mère courage

Elle avait mis tous ses espoirs dans
la transformation de l'ancien PSC

La démission de la ministre de l'Enseignement est un séisme au sein d'un parti qui n'en a pourtant pas manqué, dans son histoire récente...

« Je ne serai plus candidat. Je crois que le PSC nouveau a besoin d'un nouveau président et, pourquoi pas... d'une nouvelle présidente pour mener à bien sa rénovation. » C'était le 16 décembre 1995. Un samedi matin. Le PSC célébrait son demi-siècle en congrès, à Bruxelles. Et juste avant de diriger ses ouailles vers le buffet-champagne de la salle d'à côté, Gérard Deprez les avait tétanisées. Pas tellement en annonçant des élections internes anticipées que nul n'attendait. Surtout parce qu'il avait alors dévoilé son retrait après douze ans de présidence, et le lancement sans vergogne dans l'arène de sa dauphine. Une certaine Joëlle Milquet.

Jusqu'alors secrétaire politique du parti chargée de sa rénovation, cette brillante juriste spécialisée en droit européen avait pour principal fait d'armes la dynamisation du cabinet d'un Michel Lebrun alors en poste... à l'éducation. Mais si on la savait proche du président sortant, aigri de s'être vu barrer l'entrée dont il rêvait au gouvernement à cause d'un Melchior Wathelet père parti sous d'autres cieux, nul ne se doutait alors que la jeune femme de 33 ans pourrait être appelée à présider un parti aussi vieillissant.

Peu y ont d'ailleurs cru, en fait. À raison. Car nombre de cadors ne tarderont pas, ensuite, à se ranger derrière la contre-candidature d'un Charles-Ferdinand Nothomb irrité — c'est peu de l'écrire — par le coup de force de Deprez.

BATTUE DE 23 VOIX

Il parviendra à l'emporter, mais pas de la plus belle des façons, avec... 23 petites voix d'avance

sur sa rivale. Conservateurs contre modernistes : le parti en sortira profondément divisé, avec des traces longtemps perceptibles.

Ce n'est d'ailleurs ensuite qu'au prix d'une alliance avec un autre « vieux de la vieille » du nom de Philippe Maystadt que Joëlle Milquet finira par décrocher cette présidence décidément contestée. Pour y parvenir, elle sera forcée de se présenter en « ticket » avec lui, avec promesse de lui succéder à la mi-mandat. Les libéraux y aideront, en nommant opportunément l'éternel ministre des Finances à la BEL.

Entre-temps, le tableau s'était pourtant considérablement noirci. Gérard Deprez, son mentor, avait été exclu du parti par Nothomb. Son tort : avoir plaidé ouvertement ce que Nothomb lui-même avait pourtant longuement préparé en coulisses avant de se raviser : une fusion avec les libéraux, ces amis-ennemis de toujours auxquels il avait pourtant joué tous les tours, par le passé.

Qui plus est, même rebaptisé « Nouveau PSC » par Maystadt sur fond de dixième tentative de relance, le parti avait été relégué dans l'opposition à tous les niveaux par une improbable coalition PS-MR-Ecolo plus connue sous le nom d'« arc-en-ciel ».

Bruxelloise d'adoption, cette native de Charleroi née dans une famille de professeurs de français, se lancera alors dans le chantier de sa vie : l'abandon du « C » de chrétien — jugé trop repoussant pour une population bruxelloise de plus en plus multiculturelle — pour créer un cdH censé sauver les siens de l'abîme.

La sauce ne prendra pourtant jamais vraiment, même si nul ne peut pronostiquer ce que serait devenu le PSC s'il avait refusé sa mue. Mais le changement d'origines de 2002, obtenu à l'arraché par Milquet lors d'un congrès houleux, brouillera l'image d'un parti décidément en pétard.

LA PERTE DU PÈRE

Il faudra la trahison par Elio Di Rupo d'un pacte secret passé avec Louis Michel pour miraculeusement ramener le cdH au pouvoir dans les Régions, en 2004. Joëlle

Milquet ne l'oubliera pas. Trois ans plus tard, elle fera tout pour torpiller les chances de l'Orange bleue de naître au fédéral, parvenant à ramener in extremis le PS dans la course, quitte à assumer le sobriquet de « Madame non ».

Donnant-donnant ? Ou confiance aveugle en ce Montois avec qui elle partage tant de choses, à commencer par la perte d'un père à l'âge du premier vélo ? L'alliance de ces deux personnalités de gauche fera en tout cas durablement pester plus d'un libéral.

Ne reculant devant rien pour surfer sur son statut de mère de famille

— pas même un cliché en Une d'un magazine populaire avec sa petite dernière de trois jours dans les bras

comme la première Ségolène Royal venue

— Joëlle Milquet n'abandonnera sa présidence que la mort dans l'âme à Benoît

Lutgen pour se consacrer enfin pleinement à son portefeuille de l'Emploi.

Là, comme plus tard à l'Intérieur puis à l'Enseignement, elle multipliera les réformes et les plans. Épuisante pour ses collaborateurs, horripilante pour ses collègues et jamais avare d'un retard ou d'une contre-vérité, elle laissera la trace d'une politicienne dotée d'une force de travail inégalable, d'un dynamisme et d'une créativité sans pareils, qui laisse orphelin un parti en crise existentielle. ●

CHRISTIAN CARPENTIER

Elle n'a pas compris l'ampleur des départs vers la Syrie

Joëlle Milquet a été ministre de l'Intérieur de décembre 2011 à juillet 2014. À ce titre, l'élue humaniste devait lutter contre les départs de djihadistes belges vers la Syrie. Et, en matière de lutte contre le terrorisme, la gestion de son portefeuille est loin d'avoir été une réussite. Certes, la tuerie du Musée juif de Bruxelles, le 24 mai 2014, n'a pas atteint l'horreur des attentats de Paris, de Mael-

beek et Zaventem. Mais la faiblesse de son action en tant que ministre de l'Intérieur face au recrutement de candidats djihadistes a fertilisé le terreau de la terreur. Durant son passage à l'Intérieur, plus de 300 Belges sont partis combattre Bachar Al-Assad et, plus tard, ont rejoint les rangs de Daesh ou d'autres groupuscules djihadistes.

Joëlle Milquet aurait pourtant dû être alertée de l'ampleur

du phénomène par les nombreux articles de presse relatant ces départs successifs, parfois par dizaines d'individus. Son attention a même été attirée par des membres de son parti propre parti. Le député cdH Georges Dallemagne a été l'un des premiers à amener le débat sur la place publique. Là encore, la réponse de l'ex-première flic de Belgique n'a pas été à la hauteur.

LA PHOTO EMBARRASSANTE

Enfin, il y a cette fameuse photo de l'ex-ministre de l'Intérieur avec l'imam bruxellois Iliass Azaouaj qui circulait, en 2013, sur les réseaux sociaux. Un prédicateur qui ne reniait alors pas ses liens avec Al-Qaeda. Joëlle Milquet avait assuré ne pas connaître l'identité de l'homme au moment où la photo a été prise. ●

DAVID BAUDOUX

Le cdH et les cabinets

Des relations troubles déjà anciennes

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'affaire Milquet » en rappelle furieusement une autre. C'est celle qui avait éclaboussé naguère un Gérard Deprez alors encore à la tête du PSC dans l'affaire dite des « fantômes de cabinet ».

Ce n'est pas une possible utilisation de collaborateurs du parti à des fins électorales qui était alors en cause : c'était carrément sa récupération de collaborateurs salariés par les cabinets ministériels. C'était l'époque où les dotations publiques n'existaient pas. Les

présidents devaient se débrouiller avec les moyens du bord, surtout constitués de dons d'entreprises. La moralisation de la vie politique ne viendrait qu'après. Et les règles éthiques restaient à écrire.

RÔLE AMBIGU

Inculpé par le juge d'instruction Van Espen, M. Deprez, comme deux autres bonzes du parti, bénéficiera douze ans plus tard d'un non-lieu pour prescription. Affaire étouffée, diront certains. Absence de charges pour nourrir l'inculpa-

tion pour détournement d'argent public et faux, jureront les autres. Quoi qu'il en soit, le monde politique oubliera de clarifier une bonne fois pour toutes le statut de ces cabinettards taillables et corvéables à merci. Salariés et non fonctionnaires, ils sont au service d'un ministre, aux yeux duquel la réélection est au moins aussi importante que la gestion du département. Mais avec quelles balises pour empêcher que l'argent public soit utilisé à des fins personnelles ? Un ministre peut-il se faire conduire à un meeting par son chauffeur ? Une secrétaire peut-elle prendre congé pour aller distribuer des tracts ? Cela reste pour le moins ambigu. Et Joëlle Milquet vient de le payer cash. ●

CH. C.

Vie privée

Un mari ultra-discret qui travaille à l'Europe

Autant Joëlle Milquet n'a jamais lésiné sur une présence régulière dans les médias, y compris dans des registres s'éloignant parfois de la politique, autant elle a toujours préservé la vie privée de son entourage. On sait très peu de choses de son mari, si ce n'est qu'il tra-

vaille depuis de nombreuses années à la Commission européenne. On en sait tout juste un peu plus sur ses enfants. Joëlle Milquet est la mère de quatre enfants, deux garçons et deux filles. Clara, la « petite » dernière est née en 2002, alors que sa mère était encore prési-

dente du parti humaniste. Elle est donc aujourd'hui âgée de 13 ans.

On sait aussi qu'en vertu d'une espèce de tradition familiale, on donne aux enfants des prénoms comprenant deux « a » dans la famille Milquet. C'est ainsi que Clara a un frère nom-

mé Raphaël, aujourd'hui âgé de 23 ans et un autre frère, Sacha, aujourd'hui âgé de 16 ans. Elle a aussi une sœur baptisée Laura, 21 ans, avec qui Joëlle Milquet a dit aimer aller faire du shopping ou aller au cinéma. ●

M.B.